

Non, la France n'est pas en déclin

Jérôme Guillet, *Polytechnicien et banquier*
Le Monde, 11 septembre 2007

L'évidence très répandue que les blocages français nécessitent d'urgentes « réformes » repose sur un constat partiel et partial

A l'image des propos annonçant la constitution de la commission Attali, il est bien difficile aujourd'hui de trouver, dans les médias tant nationaux qu'internationaux, un commentaire sur l'économie française où manquent les mentions obligatoires de son déclin, de la faiblesse de la croissance, ou de la persistance d'un chômage de masse. De tous côtés, les « réformes » sont présentées comme une urgente nécessité.

Ce mot « réformes » est devenu un nom de code plus ou moins explicite pour un programme à sens unique : libéralisation d'un marché du travail considéré « trop rigide », via l'assouplissement du code du travail ; baisse des charges sur les entreprises ; allègement du contrôle de l'Etat, et, naturellement, baisse des impôts. Des travailleurs plus flexibles et moins chers seraient plus facilement embauchés, ce qui améliorerait la compétitivité des entreprises et leurs profits, sur le modèle anglais ou américain. Et, évidemment, les 35 heures tant décriées, cette « aberration économique », doivent être éliminées afin de remettre la France au travail.

Le problème est que ce programme, qui sert bien les intérêts des actionnaires et des dirigeants d'entreprise, se fonde sur une description extrêmement partielle et partielle de la réalité.

Le leitmotiv du déclin prend généralement appui sur la croissance plus faible de la France et sur la baisse relative de son PIB par habitant, comparé à ceux de pays comme le Royaume-Uni et les Etats-Unis au cours des dernières années. Or cette description tronquée de la réalité ne tient pas compte de la distribution des richesses et de l'augmentation extraordinaire de l'inégalité dans ces économies censées servir de modèles. En fait, toute la richesse créée dans ces pays a été captée par une tranche étroite de la population.

Les revenus médians sont stagnants, alors que les revenus des 0,1 % les plus riches de la population augmentent en flèche, au point d'être passés de 2 à 7 % des revenus totaux en moins de vingt ans aux Etats-Unis, selon les chiffres de la retentissante étude de Piketty et Saez. Ces 5 % supplémentaires captés par les plus riches sont équivalents à l'appauvrissement relatif des Français (dont le PIB par tête est passé de 78 % à 72 % de celui des Américains sur la période, en moyenne), ce qui veut dire que la croissance économique a été identique en France pour les 99,9 % les moins riches de la population...

L'accroissement des inégalités se constate également à l'autre bout de l'échelle des revenus, où l'on note un taux de pauvreté infantile de 7 % en France, de 16 % au Royaume-Uni (le double de celui en 1979) et de 20 % aux Etats-Unis (sans oublier les 15 % d'Américains qui n'ont aucune couverture maladie).

Il est compréhensible de défendre la liberté d'entreprendre et de bénéficier des fruits de leur travail pour les membres les plus dynamiques de la société. Mais cette liberté accordée sans contreparties s'accompagne inévitablement de fractures sociales bien plus marquées qu'en France. Le choix d'un niveau élevé de solidarité et de redistribution modère les revenus des plus riches, soit, mais pas ceux des autres, ce qui est moins souvent évoqué. Des études comme celles de la banque UBS démontrent qu'un Français de revenu modeste ou membre des classes moyennes ou même aisées profite plus de la croissance modérée de l'économie française que son cousin américain profite du dynamisme de son pays.

Il semblerait donc que, sur le plan des revenus, les très riches forment le seul groupe qui bénéficie des « réformes ». Mais cette conclusion ne fait-elle pas bon marché du chômage dont souffre la France ?

Tout dépend de ce qu'on mesure. Ainsi, parmi les hommes de 25 à 54 ans, 87,6 % avaient un emploi en 2004 en France et 87,3 % aux Etats-Unis, selon les chiffres de l'OCDE. Et pourtant, le taux de chômage pour cette catégorie était alors de 7,4 % en France et de 4,4 % aux Etats-Unis. La ligne séparant chômage d'inactivité n'est visiblement pas mise au même endroit dans chaque pays...

De même, le chômage des jeunes touche 8,4 % des 15-24 ans en France, contre 5,5 % au Danemark, 7,6 % aux Etats-Unis et 7,5 % au Royaume-Uni, donc pas de quoi crier à la faillite du modèle. Certes, le taux de chômage est nettement plus élevé, mais cela reflète essentiellement le fait que la population active est plus étroite dans cette classe d'âge en France, notamment parce que moins de jeunes trouvent nécessaire d'occuper un emploi tout en poursuivant leurs études.

Nouvel argument : les Français travaillent moins, nous dit-on. Ce n'est pas vrai. Les travailleurs français effectuent 37,4 heures par semaine en moyenne, contre 35,6 heures au Royaume-Uni. Les employés à temps-plein travaillent effectivement moins longtemps en France (40,9 heures, contre 43,2 heures en 2005), mais le nombre élevé d'emplois à temps partiel baisse la moyenne britannique ; le nombre d'heures totales travaillées dans les deux pays est à peu près équivalent, pour des populations similaires. Dire que les Français travaillent moins est donc tout simplement faux.

Par ailleurs, la France a créé autant d'emplois que le Royaume-Uni au cours des dix dernières années : 2,5 millions. La seule différence est que, au Royaume-Uni, la création de postes a été très régulière, alors qu'en France, la quasi-totalité de ces emplois a été créée entre 1997 et 2002, c'est-à-dire précisément au moment de la mise en place des 35 heures et alors que la croissance mondiale a été plus forte durant les cinq dernières années.

Plus remarquable encore, la France a créé plus d'emplois dans le secteur privé (+ 10 % entre 1996 et 2002, selon l'OCDE) que le Royaume-Uni (+ 6 %) ou les Etats-Unis (+ 5%). En fait, le Royaume-Uni n'a créé quasiment aucun emploi net dans le secteur privé depuis près de cinq ans, mais a bénéficié de l'augmentation très forte des emplois dans le secteur public.

Cela reflète le fait que les croissances anglaise et américaine reposent très largement sur l'augmentation de la dépense publique, qui a littéralement explosé sous Blair et Bush, passant de 38 % à 45 % du PIB au Royaume-Uni et de 34 % à 37 % aux Etats-Unis entre 2000 et 2006. Dans le cas britannique, cette relance keynésienne (centrée sur les secteurs de l'éducation et de la santé) s'est faite grâce à l'augmentation des impôts et à la cagnotte du pétrole de la mer du Nord, tandis que l'administration Bush a procédé (pour payer sa guerre en Irak) à une augmentation sans précédent de la dette publique comme de la dette privée, la plupart des ménages se voyant obligés d'emprunter pour compenser la stagnation de leurs revenus. Mais dans ce cas-là, semble-t-il, il s'agit de « dynamisme ». Il paraît cependant légitime de se demander quelle partie du modèle anglo-saxon nous sommes conviés à copier...

Evidemment, il ne s'agit pas de dire que tout va bien en France, ni qu'il n'y a rien à changer. Mais le mot « réforme » est maintenant porteur d'un tel agenda idéologique qu'on aurait sans doute tout à gagner à l'exclure de tout discours qui se voudrait sincère. A moins, bien entendu, que nous soyons tous déjà d'accord sur l'objectif : faire baisser les revenus des travailleurs les plus modestes afin de réduire le fardeau qui pèse sur les quelques *happy few* en haut de l'échelle des revenus.

Il est tentant de se demander si le feu roulant qui tend à déprécier l'économie française provient de ceux qui ne supportent pas l'existence d'un modèle social différent. S'il est possible d'assurer la prospérité de presque tous en décourageant la concentration de la richesse entre quelques mains, cela élimine le principal argument des partisans du capitalisme débridé.

Comme l'a dit le milliardaire Warren Buffett, les riches aux Etats-Unis mènent - et gagnent - la lutte des classes. Il serait temps de noter qu'ils n'agissent pas dans l'intérêt de tous, mais uniquement dans le leur.